

Conférence de presse conjointe
Mercredi, 09 janvier 2008

Coalition Publiez Ce Que Vous Payez
Coalition contre la vie chère au Gabon
Coalition contre les dérives sectaires au Gabon
La plate forme Environnement Gabon

**Le nouveau gouvernement : au-delà des conjectures politiciennes,
le défi de la bonne gouvernance.**

Depuis l'allocution prononcée par le chef de l'Etat à l'occasion de ses quarante ans de pouvoir, la société civile se retrouve entre espoir et scepticisme. Et au soir du 28 décembre 2007, l'annonce de la nouvelle équipe gouvernementale a suscité de vives inquiétudes.

En effet, au-delà du caractère pléthorique souvent décrié à tort ou à raison, nous pouvons faire le constat du retour des inamovibles et autres fidèles inconditionnels. Or, il est bien connu dans la logique scientifique qu'une expérience renouvelée dans les mêmes conditions produit les mêmes effets.

Au demeurant, quarante ans après, les gabonais se sont fait une opinion sur cette pratique. Disons-le tout net, nous sommes coutumiers de ces déclamations orageuses sans aucune espèce de conséquence sur le quotidien des populations. Alors, nous nous interrogeons.

Certes, il n'y a, à priori, aucune illusion à se faire sur une énième équipe gouvernementale repensée et rebaptisée. Mais le devoir citoyen nous astreint à l'obligation de vérité.

En attendant la feuille de route, l'ordre de mission gouvernementale inspirée du gouvernement français, nous nous interrogeons sur le véritable défi transversal qu'il convient d'entrevoir à travers les exigences de transparence et de bonne gouvernance.

Nous rappelons que depuis 2005, trois lettres de cadrage n'ont pas suffi à dynamiser deux équipes gouvernementales occupées à manifester leur

allégeance au bienfaiteur, pendant que la paupérisation atteignait des proportions démesurées. Quelques faits peuvent illustrer cet immobilisme :

- Alors que la commercialisation du pétrole gabonais (profit oil) demeure une nébuleuse dont la sinuosité n'est accessible qu'à quelques privilégiés, les véritables bénéficiaires des revenus de nos ressources naturelles attendent toujours que le gouvernement gabonais leur donne la situation financière du Gabon après plus de trois années de plus value. Un baril de pétrole à 100 dollars US équivaut à une plu value considérable dont les vrais chiffres méritent d'être publiés. Nous ne nous lasserons jamais de rappeler que toutes nos ressources doivent être exploitées dans l'intérêt exclusif des populations.
- Depuis 1990, des sommes colossales ont été englouties dans l'organisation des élections au Gabon. Il convient d'observer que notre incapacité à renouveler l'élite politique est à l'origine d'une désaffection électorale observable à travers les faibles taux de participation aux dernières élections, et d'une crise de la représentation caractérisée par une rupture entre les mandataires et les mandants. En réalité, cet argent a servi à pervertir le processus de démocratisation et conforter une élite politique dévoyée au mépris du bien-être des populations. C'est une facette du pillage de nos revenus que nous devons avoir le courage de combattre.
- Il faut s'endetter pour faire des routes, construire les centres de santé ou les établissements scolaires. Mais il y a toujours assez d'argent pour financer les élections, financer le fonctionnement d'un parlement pléthorique et notoirement improductif; il y a toujours assez d'argent pour créer de nouveaux portefeuilles ministériels, mais pas assez pour soigner, loger ou éduquer les gabonais. Nous devons avoir le courage de combattre de telles injustices.
- Nous devons dire notre indignation lorsque le ministère de l'éducation nationale déclare en août 2007 qu'il n'y a pas de structures d'accueil pour des enfants déclarés officiellement admis au concours d'entrée en 6^{ème}. Ces sacrifiés de l'éducation, issus des familles modestes, ont été honteusement parqués dans des établissements privés non agréés. Cela est inadmissible.
- Nous devons protester lorsque, dans les établissements de santé du Gabon, les médecins peuvent se permettre de ruiner l'existence ou d'ôter la vie de certains de nos compatriotes ; lorsque les établissements de santé

deviennent des charcuteries, des mouiroirs ou simplement des lieux de commerce inaccessibles aux démunis. Cela n'est pas digne du Gabon.

- Nous devons nous insurger contre les dérives sectaires qui mettent en péril nos familles et nos institutions, et constituent une sérieuse menace pour l'équilibre moral, psychique et spirituel des gabonais. La société doit protéger ses membres contre les groupes religieux et centres de culte érigés en hauts lieux de la dépravation des mœurs, de la manipulation des consciences et de l'exploitation économique des adeptes. Mais pouvons-nous mettre un terme à de telles pratiques s'il subsiste des connivences entre ces pseudo leaders religieux et certaines personnalités politiques et administratives ? Autrement dit, peut-on combattre ces mafias politico-religieuses lorsqu'on sait que les églises sont instrumentalisées et deviennent des viviers électoraux ?

- Un autre fait étrange mérite toute notre attention, il s'agit de l'emploi des gabonais.

En effet, nos gouvernants se montrent incapables de promouvoir une véritable politique de préférence nationale en matière d'emploi. Lorsque, sous d'autres cieux, cette politique facilite l'insertion de nationaux peu ou pas qualifiés, au Gabon la préférence étrangère est le principe, sous l'indifférence totale de nos gouvernants. Des secteurs entiers comme ceux des stations services, du taxi, du gardiennage et du commerce, en général, etc. sont devenus les domaines réservés aux ressortissants de certains pays étrangers. Ce qui a pour conséquences d'entretenir l'évasion fiscale et d'accentuer la précarité de nombreux ménages gabonais. Ainsi, sans nous en rendre compte, nous cédon un pan important de notre souveraineté. C'est pourquoi, malgré le relèvement du SMIG, les gabonais ont vu leur pouvoir d'achat s'éroder, la paupérisation s'accentuer, et surtout la persistance d'une inflation aux origines diverses.

Ainsi, à la suite des hausses successives du prix des carburants à la pompe, consécutives au retrait de la subvention allouée à la SOGARA, les charges d'exploitation et les coûts de production ont contraint les opérateurs économiques à répercuter les augmentations sur les prix à la consommation. L'effet conjugué de ces dérèglements microéconomiques et d'une conjoncture internationale défavorable a accentué la paupérisation des ménages. En conséquence, l'accès aux équipements sociaux de base est un véritable chemin de croix pour une frange importante de la population.

- Nous soutenons que le Gabon a besoin d'une véritable réforme fiscale qui permette à l'Etat d'optimiser le recouvrement et de sécuriser, à la fois les opérateurs économiques et les consommateurs. Nous appelons

de tous nos vœux cette réforme qui, seule permettra la revalorisation du pouvoir d'achat des ménages.

- Les transports urbain et interurbain sont un véritable chemin de croix pour les populations du fait de l'état de délabrement avancé du réseau routier et les charges fiscales excessives appliquées à l'exercice des activités du secteur transport. Nous devons dénoncer trois problèmes essentiels dans ce secteur : d'abord la parafiscalité qui interpelle toutes les administrations compétentes en matière de transport des biens et des personnes ; ensuite il n'y a aucune correspondance entre les sommes englouties depuis des décennies pour le développement du réseau routier et les réalisations. A peine 10% de notre réseau routier est praticable en toute saison. Et parallèlement, aucun audit sérieux n'est envisagé pour établir les responsabilités et sanctionner les coupables de ce vaste détournement de fonds publics. Enfin, on observe une militarisation du secteur des travaux publics caractérisée par la présence de deux généraux d'armée, respectivement au ministère des travaux publics et à la tête du Fonds d'Entretien Routier de deuxième génération, d'une part, et l'exploitation privée du génie militaire, d'autre part. Signalons pour mémoire que le redéploiement et le suréquipement du génie militaire étaient justifiés par la nécessité de donner sens à l'une des missions de l'armée en temps de paix, à savoir, contribuer au développement. De la sorte, le gouvernement avait à sa disposition un outil essentiel dans la réalisation des marchés du secteur des travaux publics.
- L'affairisme et la gabegie obligent les responsables politiques et administratifs gabonais à entretenir de manière ostentatoire des connivences avec des opérateurs privés. Ainsi, dans le seul dessein de protéger leurs intérêts, ils influencent le fonctionnement de la Direction Générale des Marchés Publics et favorisent les pratiques mafieuses de surfacturation, fraude fiscale, trafic d'influences et réalisation hasardeuse d'ouvrages publics. Les exemples sont légion d'édifices livrés sans aucune garantie de leur conformité au cahier des charges ; d'entreprises délinquantes adjudicataires de nouveaux marchés ; d'édifices menaçant ruine quelques mois après leur livraison ; de tronçons de routes dégradés ou d'ouvrages financés non réalisés en toute impunité...
- Cet incivisme conduit nos gouvernants à livrer les compatriotes à toutes sortes d'abus, donnant l'impression que la République renonce à l'une de ses missions régaliennes, la protection des citoyens contre tout dommage et toute menace. Sinon, comment expliquer que pendant près d'un mois, un opérateur en situation de monopole prive sa clientèle des biens et services dont il est fournisseur exclusif, comme le font SIAT Gabon ou

CIMGabon, sans que l'on parle de sanction ? Comment expliquer que la SEEG et les opérateurs de téléphonie mobile s'amuse impunément à interrompre leurs services et causent de nombreux préjudices aux ménages sans que l'on parle de sanction ? Comment expliquer ce qui arrive aux employés de la défunte Air Gabon et au contribuable gabonais qui assistent impuissants au transfert insidieux du patrimoine d'une entreprise publique vers une entreprise privée dans l'opacité totale ? La seule réponse envisageable devant toutes ces interrogations résonne comme une évidence : comme si le Gabon était devenu une grande braderie ou une auberge espagnole.

- Les fêtes tournantes, à plus d'un titre, ont été le théâtre de ce pillage à grande échelle. En effet, les dernières éditions des fêtes tournantes ont englouti plus de 300 milliards de nos francs. Mais en l'absence d'un véritable plan d'aménagement du territoire, les élus et cadres originaires des localités concernées ont détourné impunément les budgets alloués au développement des provinces. Une énième forfaiture préjudiciable au développement du Gabon.
- Dans un tel contexte, les hauts cadres politiques et administratifs sont prompts à jouir des avantages liés à leurs fonctions. Mais personne ne semble se soucier des responsabilités. La faillite programmée des entreprises publiques ou parapubliques en est la parfaite illustration. De même, l'échec des restructurations et des privatisations ; les conventions entre l'Etat gabonais et les investisseurs étrangers ne profitent qu'aux seuls signataires, ce qui justifie à la fois l'introduction systématique des clauses de confidentialité et leur caractère léonin. Les exemples de la SEEG, de SIAT Gabon, de Gabon Télécom, du projet Belinga nous confortent dans ce triste constat.
- Nous ne pouvons être complets sans évoquer la mésaventure de Belinga. Au stade actuel de ce dossier, nous avons eu comme la preuve d'un mépris, la confirmation qu'en exigeant la transparence et l'équité dans la gestion de nos ressources, nous commettons un crime de lèse-majesté.

Rappelons, pour mémoire, que suite à la polémique suscitée par la mise en œuvre du projet Belinga, le gouvernement s'est engagé solennellement à revisiter la convention passée avec le consortium chinois CMEC. Ainsi, on apprenait par un communiqué du gouvernement qu'une nouvelle répartition des responsabilités au sein de la Compagnie Minière de Belinga était envisagée, et qu'une révision à la hausse des parts du Gabon au sein de la COMIBEL était acquise. Dans le même esprit, un communiqué du gouvernement annonçait, le 06 novembre 2007, la création d'une délégation

gouvernementale chargée du contrôle et du suivi de Belinga. Notons que les ONG ont été invitées à faire partie de ladite délégation. Et nous avons proposé un Ingénieur spécialisé en Hygiène, Sécurité et Environnement.

A notre grande surprise, les réunions et rencontres informelles entre deux des membres statutaires de cette délégation et la tutelle se tiennent en l'absence du délégué des ONG. A ce jour, aucun texte n'est venu légitimer, ni la composition ni le fonctionnement de cette délégation. Pire encore, les mêmes personnalités politiques à l'origine du contrat inique que nous avons dénoncé se sont empressées d'imposer leur diktat aux membres nommés en conseil des ministres. Le but de ces manœuvres est tout naturellement de s'aliéner la délégation en marginalisant l'expert désigné par les ONG, afin de conduire ce projet au détriment de l'environnement, des intérêts des populations autochtones et des gabonais. Nous en voulons pour preuve, la poursuite des travaux avant la mise en place de la délégation gouvernementale et par conséquent en l'absence d'études d'impact environnementale. Nous disposons à cet effet d'images où l'on peut voir des sillons traversant la forêt vers les chutes de Kongou. Nous relevons que ces travaux ont été réalisés conformément à la seule volonté de certains membres du gouvernement. Mais, qu'ils soient rassurés, nous avons réalisé un documentaire que nous tenons à la disposition de l'opinion nationale et internationale.

Ceci nous amène à exiger la publication dans, les plus brefs délais, de toutes les conventions passées entre l'Etat gabonais et les opérateurs étrangers des secteurs des mines, du pétrole et du bois ; parce que les gabonais ont le droit de savoir comment sont exploitées leurs ressources naturelles et la destination des revenus issus de cette exploitation.

Alors il nous semble que le véritable défi ne porte, ni sur la pléthore, ni sur l'immobilisme institutionnalisé. Nous sommes coutumier du fait. Et selon toute vraisemblance, le Gabon a les moyens de ce gâchis. En revanche, il convient d'insister sur le caractère transversal de la bonne gouvernance.

Dans un monde en constante mutation, il est à craindre que les tares de notre propre système ne nous maintiennent en marge de toute évolution. Les Etats comparativement moins nantis que le Gabon sont en train d'émerger grâce au seul dynamisme et à l'ambition de leurs dirigeants. Pendant ce temps, nous végétons dans la recherche d'une voie fiable et de l'homme neuf. Ici, toute aide tombe dans les tonneaux de danaïde et la quête du progrès relève du mythe de sisyphé. Et nous demeurons prisonniers du cercle vicieux de l'endettement. Nous avons récolté les fleurs de la ruine.

En cette nouvelle année 2008, les organisations de la société civile regroupées au sein de la coalitions Publiez Ce Que Vous Payez, de la Coalition contre la vie chère, de la Coalition contre les dérives sectaires, et la plate forme Environnement Gabon, invitons les gabonais à rompre avec la lamentation et la simple dénonciation. Nous sommes convaincus qu'« *avec la coopération active de tous ses membres, le bien-être de la société peut être assuré par un système de contrôle interne* », pour paraphraser le philosophe George Thomson. C'est donc à chacun de nous d'agir pour que la bonne gouvernance, la transparence et l'équité soient réellement instaurées au Gabon. Certains compatriotes déclarent à tort ou à raison avoir honte d'être gabonais. Nous les invitons à partager la conviction qu'il y a une chose qui doit nous rassembler aujourd'hui, c'est cette passion du Gabon qui nous pousse à revendiquer au quotidien notre citoyenneté, c'est-à-dire, le droit légitime de nous sentir fiers et dignes d'être gabonais.

Fait à Libreville, le 9 janvier 2008

Pour la Coalition Publiez ce que vous Payez
Et la Plate forme Environnement Gabon

Marc ONA ESSANGUI

Pour la Coalition contre la vie chère

Christian Richard ABIAGHE NGOMO

Pour la Coalition contre les dérives sectaires

Steeve MVE